

Brèves Economiques d'Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

Zoom sur ...

[... le dernier rapport Perspectives économiques mondiales de la Banque mondiale, publié le 5 janvier 2021](#)

❖ Une contraction de l'économie mondiale en 2020 moins sévère qu'attendue

Selon la Banque mondiale, sous l'effet de la pandémie à COVID-19, l'économie mondiale s'est contractée de 4,3% en 2020, soit un effondrement inférieur de 0,9 point de pourcentage (pp) par rapport aux prévisions de juin dernier. Cette récession est moins sévère qu'attendue, du fait essentiellement d'une contraction moindre dans les économies avancées et d'un redémarrage plus solide en Chine. Par ailleurs, les mesures politiques accommodantes des banques centrales ont empêché le système financier mondial de sombrer dans la crise l'année dernière, avec des conditions financières assouplies (faibles coûts d'emprunt, émissions de crédit abondantes...) et une reprise des valorisations des actifs boursiers dans un contexte de nouvelles positives concernant les développements de vaccins. Cela masque cependant des vulnérabilités sous-jacentes croissantes, notamment une hausse des niveaux d'endettement et un affaiblissement des bilans bancaires.

L'économie mondiale devrait croître de +4% en 2021, à condition que des campagnes massives de vaccination endiguent la progression du virus. En effet, les prévisions sont exposées à plusieurs facteurs de risque baissiers, dont la recrudescence prolongée du virus, le retard dans le déploiement des vaccins et la montée des tensions financières.

❖ La croissance en Afrique subsaharienne en 2021 serait l'une des plus modestes du monde

La contraction du PIB en Afrique subsaharienne en 2020 a été plus modérée, estimée à 3,7%. Le revenu par habitant a de ce fait diminué de 6,1% et le niveau de vie moyen est retombé aux niveaux enregistrés il y a plus d'une dizaine d'années dans un quart des pays de la région. Les pays les plus touchés sont ceux où la pandémie a le plus frappé, qui sont fortement tributaires des secteurs du voyage et du tourisme ou qui exportent principalement des matières premières, en particulier le pétrole. Ainsi, hors Afrique du Sud, Angola et Nigéria, la contraction du PIB est estimée à 1,4%.

En 2021, l'Afrique subsaharienne devrait enregistrer un redressement modéré, avec une croissance de +2,7%. La reprise de la consommation et de l'investissement privés en Afrique subsaharienne pourrait être plus lente que prévu, mais les exportations devraient s'accélérer progressivement, à la faveur de la relance des activités des principaux partenaires commerciaux. La reprise

économique de la région devrait se consolider en 2022, avec une croissance projetée à +3,3%.

❖ 5 pays en Afrique de l'Ouest auraient évité la récession en 2020

En raison de la pandémie, le PIB de la plupart des économies d'Afrique de l'Ouest s'est contracté en 2020, à l'exception du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Niger et de la Guinée où la croissance aurait été positive, et nulle au Togo. Les quatre premiers pays ont bénéficié d'un secteur agricole résilient tandis que le fort dynamisme du secteur minier a remarquablement porté la croissance (+5,2%) en Guinée.

Les perspectives pour 2021 sont positives, avec un rebond de la croissance dans tous les pays de la zone. Cette reprise serait particulièrement importante au Cap-Vert, en Côte d'Ivoire et en Guinée (+5,5% chacun) et notamment plus faible au Burkina Faso (+2,4%) et au Mali (+2,5%).

Estimations et prévisions de la Banque mondiale (Perspectives économiques mondiales, janvier 2021)

| Pays / Zones | Taux de croissance | | | |
|---|--------------------|-------|-------|-------|
| | 2019 | 2020e | 2021p | 2022p |
| Bénin | 6,9 | 2,0 | 5,0 | 6,5 |
| Cap Vert | 5,7 | -11,0 | 5,5 | 6,0 |
| Côte d'Ivoire | 6,9 | 1,8 | 5,5 | 5,8 |
| Burkina Faso | 5,7 | -2,0 | 2,4 | 4,7 |
| Gambie | 6,0 | -1,8 | 3,1 | 5,3 |
| Guinée | 5,6 | 5,2 | 5,5 | 5,2 |
| Guinée-Bissau | 4,6 | -2,4 | 3,0 | 4,0 |
| Libéria | -2,3 | -2,9 | 3,2 | 3,9 |
| Mali | 5,0 | -2,0 | 2,5 | 5,2 |
| Mauritanie | 5,9 | -0,6 | 3,7 | 4,8 |
| Niger | 5,8 | 1,0 | 5,1 | 11,8 |
| Sénégal | 5,3 | -0,7 | 3,5 | 5,6 |
| Sierra Leone | 5,5 | -2,3 | 4,1 | 4,6 |
| Togo | 5,3 | 0,0 | 3,0 | 4,5 |
| Monde | 2,3 | -4,3 | 4,0 | 3,8 |
| Afrique subsaharienne | 2,4 | -3,7 | 2,7 | 3,3 |
| <i>hors Nigéria, Afrique du Sud et Angola</i> | 3,9 | -1,4 | 3,5 | 4,8 |
| UEMOA | 6,0 | 0,3 | 4,2 | 6,2 |

p.p. : points de pourcentage ; e : estimation ; p : projection.

ACTUALITE REGIONALE

11,8 Mds EUR mobilisés lors du One Planet Summit pour la Grande muraille verte au Sahel

Près de 12 Mds EUR ([14,3 Mds USD](#)) de financements ont été promis par les banques de développement et les bailleurs de fonds bilatéraux pour le projet de « Grande muraille verte » au Sahel à l'occasion du « One Planet Summit » pour la biodiversité, organisé conjointement par la France, les Nations unies et la Banque mondiale le 11 janvier. La [Banque africaine de développement](#), la [Banque mondiale](#) et l'[Agence française de développement](#) se sont notamment engagées à mobiliser respectivement 6,5 Mds USD, 5 Mds USD et 600 M EUR (730 M USD) sur cinq ans. La [Banque européenne d'investissement](#) participera également au financement du projet. Pour rappel, le plan de la Grande muraille verte, lancé en 2007, consiste à planter de la végétation sur 8 000 kilomètres de long à travers le Sahara et le Sahel, dans 11 pays. L'objectif est de restaurer 100 millions d'hectares de terres dégradées d'ici 2030 afin d'améliorer la sécurité alimentaire de la région, créer des emplois et promouvoir la paix. 4% du projet ont été réalisés à ce jour.

BENIN

Le Bénin réussit une levée de 1 Md EUR d'Eurobonds

[Le Bénin a annoncé l'émission de 1 Md EUR d'Eurobonds](#), réalisé en deux tranches : (i) la première pour un montant de 700 M EUR, assortie d'un taux d'intérêt de 4,8% pour une maturité de 11 ans, (ii) la seconde à hauteur de 300 M EUR, assortie d'un taux d'intérêt de 6,8% pour une maturité de 31 ans. L'émission de ces deux tranches a été sursouscrite respectivement à 1,9 Md et 1,2 Md EUR. Selon le communiqué du gouvernement, cette opération servira notamment à rembourser de façon anticipée 65% du montant nominal de l'Eurobond 2026, le premier émis par le Bénin en 2019. Le Bénin est le premier pays africain à effectuer une sortie sur le marché international en 2021. Pour rappel, fin novembre 2020, la Côte d'Ivoire avait levé 1 Md EUR d'Eurobonds sur une maturité de 12 ans à un taux de 4,8%.

BURKINA FASO

Progression des investissements privés de +15,5% entre 2016 et 2019

Selon la note de conjoncture sur les investissements relative à la « [Dynamique des investissements au Burkina Faso de 2016 à 2020 et perspective de relance économique post crise sanitaire](#) » publiée par le ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat en décembre 2020, l'investissement privé au Burkina Faso s'est montré relativement résilient : il s'est accru de près de +15,5% entre 2016 et 2019, passant de 1 576,4 Mds FCFA (2,4 M EUR) à 1 863,8 Mds FCFA (2,8 Mds EUR), pour un montant cumulé sur la période de 6 760,5 Mds FCFA (10,3 Mds EUR). Toutefois, la note souligne que d'importantes contraintes subsistent, d'ordre conjoncturel (en particulier la situation sécuritaire et sanitaire) et structurel, telles que l'inadéquation de la formation aux besoins du marché du travail, la faible qualité des infrastructures de base, le coût élevé des facteurs de production, le difficile accès au financement ou encore la corruption. Le rapport préconise le renforcement du dispositif sécuritaire, l'apaisement du climat social et la poursuite des mesures de limitation de l'impact de la COVID-9.

Bonne performance de la téléprocédure fiscale eSINTAX

Selon le rapport de « [Rétrospective 2019](#) » mis en ligne par Direction générale des impôts (DGI) le 30 décembre 2020, [la modernisation du recouvrement fiscal](#) via la téléprocédure [eSINTAX](#) introduite depuis 2018 s'est montrée efficace : en 2019, le DGI a enregistré 849 nouvelles adhésions à la plateforme et 45 725 déclarations en ligne, pour un montant de 542,8 Mds FCFA (827,5 M EUR) ; 7 722 ordres de paiements ont également été effectués sur eSINTAX, représentant 559,4 Mds FCFA (852,8 M EUR) ; 120 887 attestations de retenues à la source, 1 942 attestations de situation fiscale et 246 certifications de chiffres d'affaires ont aussi été délivrées grâce à la téléprocédure.

CAP VERT

Le gouvernement nomme le Président du Conseil d'Administration de son nouveau Fonds souverain

Le gouvernement capverdien a nommé [l'économiste Adalgisa Évora Vaz à la Présidence du Conseil d'administration du Fonds souverain de garantie des investissements privés de 100 M EUR](#). Ce nouveau fonds souverain sera soumis à la supervision de la Banque du Cap-Vert et le gouvernement a prévu d'utiliser les ressources de ce fonds pour soutenir la reprise économique suite à la crise causée par la pandémie de COVID-19. Le but du fonds est de servir de garantie pour l'émission de dette par les entreprises capverdiennes pour encourager l'investissement.

CÔTE D'IVOIRE

Convention avec Yara et Bayer pour accroître la rentabilité de la riziculture

Le ministre de la Promotion de la riziculture a signé, le 14 janvier 2021, [un protocole d'accord avec les deux groupes internationaux Yara et Bayer](#) afin d'accroître la rentabilité de la riziculture en Côte d'Ivoire. La convention porte sur l'approvisionnement en intrants et la mise à disposition de produits phytosanitaires et d'engrais. Pour rappel, le pays importe environ la moitié de sa consommation, soit 1,5 M tonne de riz par an. L'ambition du gouvernement est d'assurer l'autosuffisance en riz de bonne qualité avant 2025 et devenir un des plus gros exportateurs africains à l'horizon 2030.

Lancement du projet LIVES² pour faciliter l'accès à un habitat abordable et durable à Abidjan

La cérémonie de lancement du [projet LIVES² s'est tenue le 11 janvier 2021](#) à Treichville en présence du ministre de la Ville. Ce projet a pour ambition de fournir un habitat durable et abordable aux populations urbaines. Trois maisons témoins vont voir le jour dans différentes communes d'Abidjan. Développées par l'entreprise française Ceetrus, ces maisons sont construites avec « une pièce en plus » afin de permettre le développement d'une activité génératrice de revenus et favoriser le lien social au sein d'un quartier. Financé par un don du Trésor français, ces 3 démonstrateurs s'inscrivent dans la politique de renforcement de l'offre de logement à Abidjan. Actuellement, plus de 1,5 million de personnes sur les 6,5 millions d'habitants que compte la ville vivent dans des quartiers précaires.

De nouveaux timbres municipaux plus sécurisés mis en circulation à partir du 1^{er} février

A partir du 1^{er} février 2021, [une nouvelle gamme de timbres entrera en vigueur](#) dans le cadre de la perception des taxes municipales sur toute l'étendue du territoire national. Selon les déclarations du Président de l'Union des villes et communes de Côte d'Ivoire, ces timbres seront « plus sécurisés » en vue de lutter contre la fraude et optimiser les recettes municipales. Ils seront infalsifiables et plus résistants grâce à leurs numéros de série, des incrustations de sécurité visibles à la lampe et leur caractère non lavables. Leur coût demeurera inchangé et la digitalisation sera expérimentée dans certaines communes du pays.

Augmentation de 30 Mds FCFA du budget pour la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme

En accord avec les recommandations du Fonds mondial de lutte contre le Sida, la Côte d'Ivoire va progressivement augmenter ses dépenses dans le domaine de la santé publique. A terme, [30,3 Mds FCFA \(46 M EUR\) supplémentaires seront engagés en faveur des stratégies nationales de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme](#). Les investissements seront répartis comme suit : 17,3 Mds FCFA (26,4 M EUR) pour la lutte contre le paludisme, 10,8 Mds FCFA (16,5 M EUR) pour le VIH et 2,2 Mds FCFA (3,3 M EUR) pour la tuberculose. Ces dépenses s'ajoutent à celles relatives à la riposte contre la pandémie de COVID-19

GUINEE

Impact de la pandémie à COVID-19 sur l'activité et les ménages

La Direction nationale des études économiques et de la prévision a publié [une étude d'impact de la COVID-19 sur l'économie guinéenne](#), s'appuyant sur les résultats d'une enquête réalisée en mai 2020. Elle indique qu'au mois de mai, 55,7% des ménages n'ont pas pu se rendre à leurs lieux de travail en raison : de l'arrêt d'activité (45,4%) ; de la réduction du personnel (20,5%) ; de la contraction de maladie autre que la COVID-19 (24,8%). En ce qui concerne l'ampleur de la baisse de revenu, les résultats montrent une baisse de 10 à 30% pour 29% des ménages, de 30% à 50% pour 31% des ménages, et de plus de 50% pour 30% des ménages. Les secteurs les plus touchés sont l'hôtellerie, l'agrobusiness, le transport et la logistique, tandis que le secteur minier a été relativement épargné. En parallèle, selon l'Institut national de la statistique dans [son étude d'estimation des effets de la COVID-19 sur le niveau général des prix à la consommation](#), l'économie guinéenne a connu une hausse du niveau général des prix, essentiellement tirée par l'augmentation du prix des produits alimentaires et le transport. [Le taux d'inflation moyen annuel s'est ainsi situé à 10,6% en 2020](#), contre 9,9% en prévision initiale. Toutefois, soutenue par l'expansion de la production minière, la croissance économique s'est montrée résiliente, avec un taux estimé (par la Banque mondiale et le FMI) à 5,2% en 2020 contre 5,8% prévu initialement.

LIBERIA

Construction d'une surface d'entreposage à proximité du port de Monrovia

Le 7 janvier 2021, le fonds d'infrastructure InfraCo Africa [a signé un contrat d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction](#) avec un fournisseur libérien, BMC Group, pour permettre le démarrage de la construction

du [projet d'installation d'entrepasage intérieur du Libéria \(LISF\)](#). Celui-ci est développé avec l'entreprise canadienne CPCS Transcom Limited (CPCS) en partenariat avec la société de logistique libérienne GLS Group. La LISF sera située à 10 km du port franc de Monrovia, sur une surface de 4 600 m². En intégrant un espace de stockage flexible, des systèmes de gestion des stocks de pointe et un chargement/déchargement rapide, elle permettra aux entreprises d'optimiser leurs chaînes d'approvisionnement en minimisant le gaspillage et les dommages aux stocks. La future installation devrait être opérationnelle avant la fin de l'année 2021 et fonctionnera en partie grâce à l'énergie solaire.

MALI

Mission virtuelle du FMI en vue de conclure les 2^{ème} et 3^{ème} revues de l'accord FEC

[Le FMI a achevé sa mission de revue virtuelle au Mali le 13 janvier 2021](#). Un accord préliminaire a été atteint avec les autorités maliennes pour conclure les 2^{ème} et 3^{ème} revues de l'accord au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC), qui permettront la mise à disposition de 58 M USD à l'Etat malien. Les politiques arrêtées ciblent essentiellement un rééquilibrage budgétaire préservant les dépenses sociales, de santé et d'infrastructure ; la mise en place des réformes structurelles pour atténuer les pressions sur les dépenses ; une meilleure mobilisation des recettes fiscales ; et l'amélioration de la gestion des finances publiques. Pour rappel, le déficit budgétaire s'est creusé en 2020, atteignant 5,5% du PIB, et des prévisions similaires sont attendues pour 2021 du fait des mesures nécessaires pour lutter contre la pandémie et la dégradation de la conjoncture. L'objectif du programme FEC est de ramener le déficit à 4,5% du PIB d'ici 2022, puis à 3% en 2024 – conformément aux directives de convergence de l'UEMOA.

30 M EUR de l'AFD pour améliorer l'approvisionnement en eau potable en milieu rural

[Le Conseil des ministres du 13 janvier 2021](#) a adopté les projets de textes relatifs à la ratification de la Convention de crédit signée à Bamako le 26 octobre 2020 avec l'AFD. Ce prêt de 30 M EUR permettra le financement du projet d'approvisionnement en eau potable dans les villes de Koulikoro, Ségou, San, Mopti-Sévaré et Bandiagara. Celui-ci prévoit la réhabilitation et la réalisation de nouvelles infrastructures de production, d'ouvrages de stockage et d'adduction d'eau.

7,5 M EUR de la BADEA pour lutter contre l'impact de la COVID-19

Le 30 novembre 2020, la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) et le gouvernement malien ont conclu un accord de prêt d'environ 5 Mds FCFA (7,5 M EUR) destiné à réduire les impacts sanitaires, économiques et sociaux de la pandémie de la maladie à Coronavirus, à travers la prévention, la prise en charge des cas testés positifs et l'équipement des laboratoires nationaux. La ratification de ce prêt a été approuvée en [Conseil des ministres le 13 janvier 2021](#).

MAURITANIE

L'Etat mandate le cabinet d'avocats Franklin et la société Finexem pour la renégociation de sa dette extérieure

La Mauritanie a désigné [le cabinet d'avocats Franklin et la société de conseil financier Finexem pour renégocier sa dette extérieure](#). Conformément au souhait du G20 dans le cadre de l'initiative de suspension du service de la dette, le pays souhaite entamer une restructuration complète de sa dette extérieure. Le mandat consistera à l'audit de la dette extérieure, des recommandations sur le cadre institutionnel de la gestion de la dette, la définition d'une stratégie adaptée à chaque catégorie de créanciers et les négociations en résultant. Pour rappel, la dette publique de la Mauritanie est estimée à plus de 65% de son PIB à fin 2020, dont 56,1% du PIB au titre de la dette extérieure qui s'élève à 4,2 Mds USD.

L'Assemblée nationale adopte un projet de loi portant modification du code du commerce

L'Assemblée nationale a adopté le 11 janvier [un projet de loi amendant, complétant et abrogeant certaines dispositions de la loi N°05-2000 en date du 18 janvier 2000 portant code du commerce](#). Ce projet de loi de modernisation du dispositif législatif introduit des réformes du code du commerce, touchant essentiellement le registre du commerce, le droit des sociétés, le droit cambiaire et le droit des procédures collectives. Les principaux objectifs sont d'introduire : i) l'opposabilité des suretés mobilières inscrites aux tiers ; ii) la simplicité d'inscription et d'accessibilité au registre du commerce, ainsi que la sécurité des informations ; ou encore iii) de renforcer le contrôle des outils de paiement, notamment concernant les chèques sans provision, en dépénalisant d'une part mais en maintenant d'autre part des mesures de sanction telle que l'interdiction bancaire ou l'établissement d'une responsabilité civile et pénale pour une institution bancaire en cas d'émission d'un chéquier à un client en cas d'incident de paiement. La dépénalisation de l'émission d'un

chèque sans provision s'inscrit dans le cadre du développement de l'arsenal législatif de protection des droits de l'homme, désormais seul un client dont le compte est actif pourra bénéficier d'un chéquier. L'émetteur d'un chèque sans provision s'expose également à une saisine à titre conservatoire de ses biens.

NIGER

Mota-Engil sélectionné la pour la construction d'un chemin de fer reliant le Niger et le Nigéria

Le [ministre nigérien des Transports](#) a annoncé, le 11 janvier 2021, la signature des documents contractuels pour le démarrage [du projet ferroviaire connectant les villes de Kano \(Nigéria\) et Maradi \(Niger\)](#). Prévus sur 3 ans, ces travaux seront assurés par la société portugaise Mota-Engil qui a également annoncé la construction d'une Université sur le sol nigérien, offerte gratuitement dans le cadre de sa responsabilité sociétale d'entreprise. Le coût global de l'ouvrage est évalué à 2 Mds USD, entièrement financé par le gouvernement fédéral du Nigeria. Une fois opérationnelle, cette ligne ferroviaire générera un trafic supplémentaire de plus de 30 M tonnes par an, en termes d'échanges commerciaux entre les deux pays. Pour rappel, le programme ferroviaire Niger-Nigeria s'inscrit dans le cadre d'un accord stratégique couvrant le secteur agricole, les mines, les transports, l'énergie, et l'environnement en vue de redynamiser les échanges commerciaux entre les deux pays, qui partagent un peu plus de 1400 kilomètres de frontière

Hausse des investissements dans le secteur minier sur les cinq dernières années

[Selon les déclarations du directeur de cadastre minier et de la promotion minière dans une interview à l'Agence nigérienne de Presse](#), 116 permis de recherche minière ont été délivrés par le gouvernement entre 2015 et 2020, représentant 232 M USD d'investissements. Ces permis, octroyés à des entreprises internationales et locales, ont concerné différents minerais dont l'uranium (20 permis), mais aussi l'or, le diamant, le charbon, le manganèse, le lithium, le cuivre et d'autres métaux rares et précieux. Pour rappel, l'industrie minière pèse pour près de 10% dans l'économie nigérienne et dépend essentiellement de l'uranium (près de 40% des exportations du pays en 2019, soit 255 M USD). Le cours de l'uranium a connu une forte baisse sur les marchés internationaux ces dernières années, conduisant à l'annonce de fermeture de plusieurs sites, dont celui de Cominak, détenu par le groupe français Orano (ex-Areva) et qui devrait fermer définitivement d'ici la fin du 1^{er} trimestre 2021.

La nouvelle immatriculation des véhicules presque effective sur l'ensemble du territoire

Achevée le 31 décembre 2020, [l'opération de ré-immatriculation des véhicules](#) initiée par le gouvernement nigérien a connu une exécution satisfaisante. Au 11 janvier 2021, au moins 90% des véhicules disposent de la nouvelle plaque d'immatriculation. Ce résultat est aussi visible au regard de la baisse d'affluence dans les locaux du guichet unique chargé de la délivrance de la nouvelle vignette. Cette mesure de ré-immatriculation répond aux directives communautaires de l'UEMOA, qui prône un schéma harmonisé de gestion de la sécurité routière dans tous ses Etats membres.

SENEGAL

Le FMI achève la 2^{ème} revue du programme soutenu par un instrument de coordination des politiques

La mission note que malgré la crise sanitaire, [les objectifs du programme ICP ont été globalement atteints à fin juin 2020](#). Ce programme se concentre sur trois piliers : (i) parvenir à une croissance inclusive et tirée par le secteur privé ; (ii) consolider la stabilité macroéconomique par une politique budgétaire prudente et une gestion saine de la dette et (iii) gérer les recettes pétrolières et gazières potentielles de manière durable et transparente. Avec une reprise générale à partir du second semestre 2020 et des perspectives favorables pour la production agricole de fin d'année, la contraction initialement prévue pour l'ensemble de l'année sera probablement évitée. Cette dynamique devrait se poursuivre en 2021, avec une croissance prévue à 5%. Le budget 2021 prévoit un soutien à la reprise et un assainissement budgétaire progressif visant à revenir à l'ancrage régional du déficit de 3% du PIB d'ici 2023 (6,5% en 2020). La dette publique demeure en risque modéré de surendettement. Les autorités ont ajusté leur plan de développement économique pour 2021-2023 afin de bâtir une économie plus résiliente et inclusive, notamment en améliorant les filets sociaux.

Le Japon octroie 56 M EUR pour soutenir la production de riz dans la vallée du fleuve

Le Sénégal et le Japon ont signé [un accord de financement de 37 Mds FCFA \(56 M EUR\) destiné à mettre en œuvre un projet de production de riz irrigué](#) dans la Vallée du fleuve Sénégal, à l'occasion de la visite à Dakar du ministre nippon des Affaires étrangères. Ce projet vise à améliorer la productivité du riz irrigué dans la vallée du fleuve Sénégal, en contribuant à l'amélioration de la sécurité alimentaire et la réduction de la balance commerciale du Sénégal. Le ministre sénégalais de l'Economie, du Plan et de la Coopération,

Amadou Hott, a insisté sur la nécessité pour le Sénégal d'atteindre la souveraineté alimentaire, enjeu majeur du Plan d'actions prioritaires ajusté et accéléré (PAP 2A) pour la relance de son économie.

SIERRA LEONE

15 M USD de l'UE pour la réponse à la pandémie de COVID-19

Le 5 janvier 2021, [l'Union européenne \(UE\) a approuvé un décaissement de 15 M EUR](#) pour soutenir la réponse de la Sierra Leone à l'impact de la pandémie de COVID-19. Cette somme s'ajoute à un décaissement d'urgence de 10 M EUR en mai 2020, ce qui porte le montant total de l'aide de l'UE à 25 M EUR. Le pays est pour l'heure relativement peu touché par la pandémie mondiale, avec 2933 cas recensés et 77 décès à la date du 14 janvier 2021. L'impact de la crise sanitaire met cependant en péril sa stabilité macro-financière. Selon la Banque mondiale, l'économie sierra-léonaise s'est contractée de 2,3% du PIB en 2020 et pourrait rebondir à +4,1% du PIB cette année.

Inauguration de la première usine de transformation du poisson

La première usine de transformation de poisson du pays, [la Sierra Fishing Company, a démarré ses activités à l'Est de Freetown](#), le 18 décembre 2020. Le Président sierra-léonais a inauguré la mise en service de cette nouvelle structure d'une valeur de 15 M USD, financés par l'UE, qui permettra de trier, surgeler et emballer du poisson pour le marché local et à des fins d'exportation. A terme, elle devrait créer 1000 emplois. Pour rappel, la pêche contribue à 12% du PIB et emploie plus de 500 000 personnes en Sierra Leone.

TOGO

Adoption de la loi de finances 2021 à l'Assemblée nationale

Le 18 décembre 2020, [l'Assemblée nationale a adopté la loi de finances 2021](#) présentée par le gouvernement. Le texte prévoit que les recettes budgétaires s'établissent à 839,6 Mds FCFA (1,3 Md EUR) et les dépenses à 1 120,4 Mds FCFA (1,7 Md EUR). Il en découle un solde budgétaire déficitaire de 280,8 Mds FCFA (429 M EUR), représentant 6,1% du PIB, entièrement financé par le solde excédentaire des opérations de trésorerie. Le gouvernement s'appuie sur une estimation de la croissance en 2020 à +0,7% (contre +5,5% dans la loi de finances initiale 2020), et une prévision de +4,7% en 2021. A titre de comparaison, la Banque mondiale estime que la croissance a été nulle en 2020 et table sur +3% en 2021.

Olam et AFC coordonneront la construction de la route entre Lomé et Cinkassé

La joint-venture entre Africa Finance Corporation (AFC) et le Singapourien Olam (via sa filiale Arise), déjà présente sur le projet de la plateforme industrielle d'Adetikope, coordonnera [le projet de dédoublement de la Nationale 1 entre Lomé et Cinkassé](#). Le Mémoire d'accord conclu avec le gouvernement togolais prévoit la construction d'un axe de 2x2 voies dans les 3 ans suivant la signature. Une société basée au Togo sera créée pour superviser le développement du projet et lancer les études de faisabilité préliminaires. La finalisation de ces études est attendue pour le 2^{ème} trimestre, et le démarrage effectif des travaux de construction d'ici le 3^{ème} trimestre, après la sélection des entreprises. La réalisation de l'Autoroute de l'Unité, longue de 700 km, permettra d'assurer la fluidité du trafic et de réduire le temps et le coût de parcours sur le corridor Lomé-Ouaga, améliorant ainsi la compétitivité du Port Autonome de Lomé. Son coût est estimé à 600 M USD. Pour rappel, Olam est déjà implanté dans divers secteurs au Togo : [le gouvernement lui a par exemple cédé 51% de ses parts](#) dans la Nouvelle société cotonnière du Togo (SNCT) l'année dernière.

Responsable de la publication : François SPORRER, Chef du Service économique régional d'Abidjan

Pour s'abonner : abidjan@dgtresor.gouv.fr

Site Internet et compte Twitter [@DGTresor_RCI](https://twitter.com/DGTresor_RCI)

Copyright : tous droits de reproduction réservés sauf autorisation expresse du Service économique régional d'Abidjan.

Clause de non-responsabilité : le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service économique régional d'Abidjan (Afrique de l'Ouest – hors Nigéria-Ghana)
François SPORRER francois.sporrer@dgtresor.gouv.fr

Service économique de Bamako (Mali)
Valéry ALVES valery.alves@dgtresor.gouv.fr

Service économique de Dakar (Sénégal, Mauritanie, Gambie, Cap Vert)
Christophe MORCHOINE christophe.morchoine@dgtresor.gouv.fr

Service économique de Lomé (Togo, Bénin)
Pascal FOURCAUT pascal.fourcaut@dgtresor.gouv.fr

Service économique de Ouagadougou (Burkina Faso, Niger)
Béatrice ALPERTE beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

PRINCIPAUX INDICATEURS PAYS

| | BEN | BFA | CIV | RCI | GMB | GIN | GNB | LBR | MLI | MRT | NER | SEN | SLE | TGO | UEMOA | ASS |
|--|------------|-------|------------|------------|-------|------------|-------|-------|-------|------------|-------|------------|-------|-------|---------|---------|
| <i>Population (M hab.) 2020</i> | 12,1 | 20,9 | 0,6 | 26,4 | 2,4 | 13,1 | 2,0 | 5,1 | 20,3 | 4,6 | 24,2 | 16,7 | 8,0 | 8,3 | 130,9 | 1 100 |
| Macroéconomie¹ | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <i>PIB (Mds USD) 2019</i> | 14,4 | 15,7 | 2,0 | 58,6 | 1,8 | 13,8 | 1,4 | 3,2 | 17,3 | 7,6 | 12,9 | 23,6 | 4,2 | 5,5 | 149,4 | 1 714,2 |
| <i>PIB / Hab. (USD) 2019</i> | 1 218,2 | 774,7 | 3 601,7 | 2 229,6 | 774,2 | 1 102,5 | 810,6 | 693,6 | 907,3 | 1 872,6 | 553,9 | 1 445,9 | 539,1 | 675,3 | - | - |
| <i>Croissance PIB réel (%) 2019</i> | +6,9 | +5,7 | +5,7 | +6,5 | +6,1 | +5,6 | +4,5 | -2,5 | +5,1 | +5,9 | +5,9 | +5,3 | +5,4 | +5,3 | +6,1 | +3,2 |
| <i>Inflation (%) 2019</i> | -0,9 | -3,2 | +1,1 | +0,8 | +7,1 | +9,5 | +0,2 | +27 | -2,9 | +2,3 | -2,5 | +1 | +14,8 | +0,7 | -0,3 | +8,5 |
| Finances Publiques | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Solde budgétaire global (%PIB) 2019</i> | -0,5 | -3,5 | -1,8 | -2,3 | -2,5 | -0,5 | -4,6 | -4,5 | -1,7 | +2,1 | -3,6 | -3,8 | -2,7 | +2,1 | -2,3 | -4,2 |
| <i>Dette publique (%PIB) 2019</i> | 41,2 | 42,7 | 125,0 | 37,9 | 80,0 | 34,5 | 67,6 | 53,3 | 40,5 | 58,1 | 41,7 | 64,1 | 70,0 | 70,9 | 44,5 | 50,4 |
| <i>Pression fiscale (%PIB) 2019</i> | 10,6 | 16,0 | 21,3 | 12,2 | 11,3 | 12,5 | - | 12,1 | 14,7 | 12,7 | 10,3 | 17,4 | 12 | 17,2 | - | - |
| Echanges² | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Balance commerciale (%PIB) 2019</i> | -3,9 | +1,1 | -33,2 | +5,8 | -25,6 | -4,4 | -7,6 | -19,8 | -2,0 | -8,0 | -9,3 | -12,3 | -13,3 | -15 | - | - |
| <i>Exportations françaises vers (M USD)</i> | 254,7 | 312,1 | 15,4 | 1 125,8 | 19,7 | 166,2 | 5,9 | 6,1 | 374,3 | 274 | 142,4 | 1 366,5 | 15,4 | 150,2 | 2 365,4 | - |
| <i>Importations françaises depuis (M USD)</i> | 3,1 | 104,6 | 0,06 | 753 | 1,1 | 52,3 | 0,4 | 92,3 | 10,8 | 58 | 57,4 | 87,4 | 12,4 | 53,9 | 1 070,6 | - |
| <i>Balance courante (%PIB) 2019</i> | -4,3 | -4,8 | +0,3 | -2,7 | -5,3 | -13,7 | -8,5 | -21,5 | -4,2 | -10,6 | -12,6 | -7,7 | -13,5 | -4,3 | -5,3 | -3,6 |
| <i>Réserves de change (mois d'import) 2019</i> | - | - | 8,8 | - | 4,2 | 2,5 | - | 2,3 | - | 3,7 | - | - | 3,9 | - | 6,0 | 6,2 |
| Classements internationaux | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <i>IDH (2019)³</i> | 163 | 182 | 126 | 165 | 174 | 174 | 178 | 176 | 184 | 161 | 189 | 166 | 181 | 167 | - | - |
| <i>Doing Business (2020)⁴</i> | 149 | 151 | 137 | 110 | 155 | 156 | 174 | 175 | 148 | 152 | 132 | 123 | 163 | 97 | - | - |
| <i>Environnement des affaires⁵</i> | C | C | C | B | - | D | - | D | D | D | C | B | D | C | - | - |
| <i>Transparency International⁶</i> | 80 | 85 | 41 | 106 | - | 130 | 168 | 137 | 130 | 137 | 120 | 66 | 119 | 130 | - | - |

1 Données : FMI / WEO / article IV ou revues programmées sauf indications contraires

2 Trade Map-2017

3 PNUD - Classement sur 189 pays

4 Banque mondiale - Classement sur 190 pays

5 Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, A1, A2, A3, A4, B, C, D, E dans l'ordre croissant du risque

6 Indice de perception de la corruption - classement sur 198 pays.